

La Revue Militaire Suisse, il y a 40 ans : au sommaire du No 1, 1948

Autor(en): **Wüst, R.-H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **133 (1988)**

Heft 1

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344819>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Revue Militaire Suisse, il y a 40 ans

Au sommaire du N° 1, 1948

- *Troupes légères: les motorisés, capitaine EMG P.-E. Denéréaz*
- *La fortification permanente a-t-elle fait faillite? premier-lieutenant M. Montfort*
- *La guerre psychologique ou la mécanisation des esprits (suite), premier-lieutenant R.-H. Wüst*
- *L'année hippique suisse 1947, capitaine J.-Ph. Aeschlimann*
- *SSO: concours de travaux écrits*
- *Fondation Herzog: concours de travaux écrits*
- *Bulletin bibliographique*

Texte choisi

(...) Huit ans, déjà, ont passé depuis ce printemps tragique de 1940 où les blindés allemands, invincibles, déferlaient en direction de la Manche, des Pyrénées et du Jura. Au point de vue de la guerre psychologique, et en se basant uniquement sur des documents officiels, il vaut la peine de revivre aujourd'hui quelques-uns des aspects les plus instructifs, pour nous, de cette époque.

Le 2 mai 1940, à la veille de la grande offensive à l'ouest, M. de Ribbentrop demande à notre ministre à Berlin de venir le voir et lui déclare entre autres:

Hitler est excédé au plus haut point des insultes que se permet la presse suisse à l'égard de l'Allemagne et de son gouvernement, et il est décidé à ne pas les tolérer plus longtemps. Si aucun changement ne se produit, l'Allemagne

répondra comme il convient et sera, sur ce point, soutenue par l'Italie.

Le 10 mai 1940, M. von Bibra, conseiller de Légation du Reich, déclare au cours d'un entretien qu'il a au Département politique à Berne que ces critiques de l'Allemagne à l'égard de la Suisse proviennent non d'une initiative de M. de Ribbentrop, mais d'un désir exprimé «tout en haut»:

Deux jours auparavant, dit le rapport du Conseil fédéral, von Ribbentrop avait calmement exprimé son opinion à M. von Bibra sur les questions relatives à la Suisse. M. von Bibra, mandé à Berlin, y fut reçu à son arrivée par le suppléant du Führer, Rudolf Hess; celui-ci demanda «pourquoi l'opinion publique en Suisse était à ce point hostile à l'Allemagne» et fit ensuite remarquer «que le gouvernement allemand ne pouvait plus tolérer plus longtemps cette situation et ouvrirait toutes grandes les écluses d'une

campagne de presse contre la Suisse si aucun changement ne se produisait, et que l'on pouvait aisément en mesurer les suites pour la Suisse et les Suisses d'Allemagne si l'on songeait que l'opinion allemande était déjà très défavorable à la Suisse».

M. von Bibra s'efforça, selon lui, de montrer à Hess que «l'on craignait en Suisse de subir un jour ou l'autre le sort du Danemark et de la Norvège, et que, par conséquent, on y jugeait les événements du point de vue strictement suisse et non allemand». Dans une note du dossier, on lit que M. Feldscher affirma que l'attitude de la Suisse n'était pas dictée par un parti pris en faveur d'un belligérant, mais découlait uniquement du souci de son indépendance.

M. von Bibra tira lui-même de cette remarque la conclusion «qu'en Suisse on voyait dans une victoire allemande une menace pour l'indépendance du pays, menace qu'on ne voyait pas dans le cas d'une victoire des Alliés.» M. von Bibra fit remarquer un peu plus tard, par téléphone, que dans le memorandum adressé à la Hollande et à la Belgique lors de l'entrée des troupes allemandes se trouvait une phrase qui relevait l'attitude contraire à la neutralité de la presse de ces deux pays et déclarait qu'il y avait là un des casus belli. M. von Bibra ajouta à titre personnel et amical – ce fut son expression – «qu'il serait peut-être encore temps d'agir sur la presse suisse pour prévenir des conséquences irréparables.»

A ce moment-là, la campagne de

France avait déjà commencé. Laissons la parole au général Guisan qui a écrit dans le chapitre de son Rapport consacré au «Moral de l'Armée»:

L'histoire du moral de l'Armée pendant le service actif est étroitement liée au développement de la situation politico-militaire d'une part, et, d'autre part, aux circonstances intérieures du pays.

J'ai toujours considéré que le maintien du moral était d'abord une tâche de commandement et que tous les autres concours et moyens de propagande – quelle que fût leur valeur – ne pouvaient, en aucune manière, se substituer à l'influence du chef responsable et, en premier lieu, du commandant d'unité...

La deuxième mobilisation générale du 11 mai 1940 se déroula dans le même ordre que la première; les unités entrèrent en service avec un moral qu'on s'accorde à reconnaître supérieur encore à celui de 1939. La menace qui planait sur le pays était évidente; c'est avec une claire conscience de son devoir que chacun rallia son poste.

L'opinion publique et l'Armée étaient à l'unisson; aucun «fossé» ne divisait la Suisse comme en 1914-18; et nos soldats bénéficiaient de cet état qui leur permettait alors de passer de la vie civile à la vie militaire, et inversement, sans changer de «climat» moral.

Cependant, certains enseignements de la guerre qui avaient été enregistrés, au printemps, comme des faits extérieurs, lointains – en particulier l'action de la cinquième colonne et des saboteurs dans l'agression contre la Norvège –

avaient frappé les esprits, même les moins inquiets ; et il devait suffire que la situation s'aggravât quelque peu pour leur donner une signification menaçante. C'est ce qui arriva très peu de jours après le début de la grande offensive allemande à l'ouest, aussitôt qu'on apprit les méthodes employées contre la Hollande, son écrasement et l'échec de la première résistance belge...

Le danger était très exactement, pendant ces jours-là, dans la propagation de fausses nouvelles, dans l'interprétation erronée d'un fait ou d'un simple propos. C'est pourquoi j'avais, dès le 11 mai, premier jour de la mobilisation, rappelé dans un ordre du jour, l'avertissement déjà donné précédemment : « Les nouvelles qui seraient répandues par la radio, par tracts ou par tous autres moyens, et qui mettraient en doute la volonté de résistance du Conseil fédéral et du Général, doivent être considérées comme des mensonges de la propagande défaitiste. »

Le 15, au lendemain de la percée des blindés allemands à Sedan, la nouvelle de leur progression irrésistible se répandit si rapidement dans la presse et par la radio que je jugeai nécessaire de donner, sous la forme d'un Ordre d'armée, les instructions suivantes :

... Les équipes de fantassins, même largement dépassées et totalement encerclées, doivent combattre jusqu'à leur dernière cartouche là où elles sont installées, puis attaquer à l'arme blanche. Les artilleurs comme les servants d'armes automatiques ou lourdes, qu'elles soient sous casemate ou en plein champ, restent à leur pièce et, au dernier moment, la détruisent, si l'ennemi est prêt à s'en emparer. Eux-mêmes continuent ensuite le combat sur place, comme s'ils étaient fantassins. Tant qu'un homme a encore une cartouche à tirer ou son arme blanche, il n'a pas le droit de se rendre.

Cependant, note l'ancien Commandant en chef de l'armée, deux petits pays neutres, la Belgique et la Hollande – auxquels nous liaient des sentiments d'amitié et de profondes affinités – avaient succombé dans des conditions inégales ; la puissance militaire d'une grande nation, la France, recevait un premier coup si grave que, si l'esprit se refusait encore à envisager son effondrement total, il ne discernait plus par quels moyens elle arriverait à se reprendre. (...)

plt R.-H. Wüst